

Israël fête ses 70 ans, et après ?

15 mai 2018

Soixante-dix ans après la création de l'Etat d'Israël, diverses personnalités appellent l'Union européenne à promouvoir une conférence internationale en charge du règlement du conflit sur la base des résolutions des Nations Unies, à peser par tous moyens, y compris par des sanctions, sur les autorités israéliennes et à reconnaître l'Etat de Palestine.

Israël fête ses 70 ans d'existence. Sa proclamation en 1948 au lendemain de la Seconde Guerre mondiale marquée par le génocide des Juifs d'Europe, a été accueillie dans le monde comme un refuge pour les survivants et comme un espoir. En même temps, elle a dépossédé les Palestiniens d'une partie importante de leur pays et représenté pour eux une catastrophe, la *Naqba*. 70 ans plus tard, l'Etat d'Israël est une réalité, comme est une réalité le fait que des millions de Palestiniens vivent dans une situation insupportable d'occupation, d'enfermement à Gaza, de discriminations en Israël ou d'exil.

Depuis 1948, ces deux réalités s'entrechoquent entraînant du sang et des larmes, entravant l'avenir des peuples de la région et produisant ses effets jusqu'en Europe et dans le reste du monde. L'occupation et la colonisation poursuivie par Israël depuis 1967 de territoires ne faisant pas partie de ses frontières internationalement reconnues aggrave une situation régionale par ailleurs bouleversée par de nombreux conflits et fait peser de lourdes menaces sur la paix mondiale.

Ce qui n'est pas supportable, c'est la négation assumée des droits du peuple palestinien par la force brute de la répression et des armes. S'appropriant les terres, cantonnant les Palestiniens à des territoires de plus en plus réduits, les différents gouvernements israéliens détruisent de plus en plus sûrement tout espoir que deux Etats puissent vivre en paix, côte à côte, avec Jérusalem comme capitale commune. Le résultat de leur politique interroge, certes, sur la possibilité de cette solution. La poursuite continue de la colonisation conduisant à l'installation de quelque 700 000 colons en Cisjordanie a sapé les espoirs suscités par le processus d'Oslo. Mais il est clair que l'hypothèse louable d'un seul Etat ouvert à tous avec les mêmes droits se heurte aux aspirations nationales des deux peuples. L'établissement de deux Etats dans les frontières de 1967, garantissant une solution aux réfugiés et établissant Jérusalem comme capitale des deux pays, reste, au moins à court et moyen terme, la seule solution viable.

Il est illusoire de penser que laisser le gouvernement israélien et l'autorité palestinienne face à face permettrait d'avancer dans cette voie. Seule l'intervention de la communauté internationale permettra de peser sur les deux parties, en particulier sur les autorités israéliennes qui se sentent revêtues de l'impunité que leur confère le soutien indéfectible des Etats-Unis.

C'est donc à l'Union européenne d'agir. L'Europe doit cesser de regarder ce conflit comme une séquelle de ses responsabilités dans le génocide des juifs et de la manière dont y ont été traités les survivants. Ramener le gouvernement israélien au respect du droit et à la raison, dénoncer sa politique, n'est en rien une manifestation d'antisémitisme. Antisémitisme dont nous combattons les manifestations insupportables qui se produisent partout en Europe.

Nous appelons l'Union européenne à promouvoir une conférence internationale en charge du règlement du conflit sur la base des résolutions des Nations Unies, à peser par tous moyens, y compris par des sanctions, sur les autorités israéliennes et à reconnaître l'Etat de Palestine. La France doit agir en ce sens en procédant elle-même à cette reconnaissance sans délai.

Les signataires:

Tewfik **Allal**, militant associatif,
Jean-Christophe **Attias**, directeur d'études à l'EPHE,
Bertrand **Badie**, professeur à l'IEP Paris,
Françoise **Basch**, universitaire,
Sophie **Basch**, professeur à Sorbonne Université,
Esther **Benbassa**, sénatrice EELV, universitaire,
Sophie **Bessis**, historienne,
Françoise **Blum**, ingénieure CNRS,
Barbara **Cassin**, chercheur CNRS,
Mouhieddine **Cherbib**, militant associatif CRLDH Tunisie,
Alice **Cherki**, psychanalyste,
Catherine **Coquery-Vidrovitch**, historienne,
Michel **Deyfus**, directeur de recherche au CNRS,
Dominique **Guibert**, président de l'AEDH,
Christiane **Hessel**, présidente d'honneur de Les Enfants, le Jeu, l'Education,
Alain **Joxe**, directeur d'études à l'EHESS,
Robert **Kissous**, militant associatif,
Abdelatif **Laabi**, écrivain,
Nicole **Lapierre**, socio-anthropologue, directrice de recherche émérite au CNRS,
Henri **Leclerc**, président d'honneur de la LDH,
Jean-Claude **Lefort**, député honoraire,
Catherine **Lévy**, sociologue CNRS,
Gilles **Manceron**, historien,
Michel **Mousel**, militant politique,
Fabienne **Messica**, sociologue,
Bernard **Ravenel**, historien,
Vincent **Rebérioux**, LDH,
Malik **Salemkour**, président de la LDH,
Abraham **Ségal**, documentariste,
Taoufiq **Tahani**, universitaire, président d'honneur de l'AFPS,
Athéna **Tsingarida**, professeure à l'Université libre de Bruxelles,
Michel **Tubiana**, président d'honneur de la LDH,
Marie-Christine **Vergiat**, députée européenne,
Georges **Vigarello**, EHESS,
Sylviane de **Wangen**, comité de rédaction de *Confluences Méditerranée*.